



## Décision individuelle N°2019-336

**Pétitionnaire** : ONF – Service RTM des Alpes-Maritimes. 62 route de Grenoble BP3260 – 06205 NICE cedex 3. Représenté par GUITET Cécile, chef de service.

**Nature de la demande** : Travaux en cœur de Parc -

**Intitulé du projet** : pérenniser le système de stabilisation des profils en long des torrents, prévenir l'érosion des berges et la reprise des glissements de terrain

**Localisation** : ravin de la Boulière et ses affluents - Entraunes

**Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article L. 331-4 ;

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment l'article 7 ;

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 15 d'application de la réglementation dans le cœur ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

**Vu** l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 8/07/2019 ;

**Vu** la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'établissement public du Parc national du Mercantour ;

**Considérant** la demande formulée en date du 10/05/2019 par ONF – Service RTM des Alpes-Maritimes représenté par GUITET Cécile, chef de service ;

**Considérant** que la demande porte sur la pérennisation du système de stabilisation des profils en long des torrents pour prévenir l'érosion des berges et la reprise des glissements de terrain ;

**Considérant** que ces travaux nécessiteront le prélèvement de quelques mélèzes et 2 rotations d'hélioportages dans le ravin de la Boulière et ses affluents, ainsi que l'utilisation d'une brouette à moteur dans le vallon du Garet ;

**Considérant** que ces travaux sont nécessaires pour garantir la sécurité civile ;

**Considérant** la présence d'espèces patrimoniales ;

**Considérant** la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur concours ou leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci ;

**DÉCIDE**

## **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

L'ONF – Service RTM des Alpes-Maritime représenté par GUITET Cécile, chef de service est autorisé à réaliser des travaux sur la commune d'Entraunes dont les modalités sont :

Objectif : pérenniser le système de stabilisation des profils en long des torrents, prévenir l'érosion des berges et la reprise des glissements de terrain :

- réparation de seuils en bois dans le ravin de la Boulière et ses affluents avec prélèvement et coupe de quelques mélèzes pour utilisation de la grume en reconstitution des ailes des ouvrages bois existants
- réparation et création de 30 m³ de gabions grillagés avec pierres prélevées sur site, en amont des ouvrages existants, dans le vallon du Garet

## **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Préalablement au début des travaux, le bénéficiaire associera le service territorial Haut-Var Cians du Parc national du Mercantour à l'identification et à la mise en défens des stations d'espèces patrimoniales situées à proximité des seuils et des gabions, sur les lieux de prélèvements de pierres, sur les axes de débardage des grumes de mélèzes, sur les axes de passage des ouvriers et de la moto-brouette ainsi que sur les espaces de stockage temporaire de matériaux.

Le dispositif de mise en défens sera maintenu durant tous les travaux afin d'éviter la destruction des stations éventuellement identifiées. Il sera enlevé et évacué une fois le chantier terminé, à charge du RTM.

2.2. Les apports de pierres pour les gabions grillagés seront réalisés à partir des ressources présentes à proximité immédiate des ouvrages.

La cueillette devra être réalisée de manière diffuse, sans formation d'excavation et en ciblant exclusivement les pierres ne reposant pas sur la terre végétale (prélèvements à effectuer dans des éboulis actifs – pierriers)

2.3. En cas de nécessité, des compléments de plantations pourront être réalisés sur le site des Garets, à la condition de n'être réalisés qu'avec des essences localement prélevées.

Aucune introduction d'espèce végétale en provenance de l'extérieur du cœur du Parc national n'est autorisée, quel que soit son stade de développement.

2.4. Aucun rejet polluant (huiles diverses, adjuvants ou hydrocarbures) ne devra être déversé dans le milieu naturel lors du chantier.

2.5. L'ensemble des matériaux vétustes – hors bois de mélèze issus de la réfection des seuils - et déchets issus des travaux devra être évacué hors du site et mis en filière de traitement autorisée.

2.6. Le chantiers et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux.

2.7. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus (canettes, mégots, papiers...) devra être intégralement collecté et évacué vers les installations de traitement autorisées.

2.8. la présente décision vaut autorisation de circulation et de stationnement d'une brouette motorisée.

2.9. la présente décision ne vaut pas autorisation de survol du cœur du Parc national à moins de 1000 mètres du sol par un aéronef motorisé.

L'ensemble des héliportages nécessaires à la réalisation du chantier devra faire l'objet d'une demande d'autorisation dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée d'août à septembre 2019 pour la réparation des seuils à la Boulière et de juillet à octobre pour les gabions grillagés au Garet.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 7 : Responsabilité**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

### **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 15 juillet 2019

Le directeur-adjoint  
du Parc national du Mercantour

  
**Laurent SCHEYER**

Copie :  
- service territorial du Haut Var-Cians

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.